

CUI : APPUI À L'UNIVERSITÉ NATIONALE DU LAOS PAR LA CRÉATION
D'UN CENTRE MULTIDISCIPLINAIRE DE DÉVELOPPEMENT RURAL

UN HOMME, UNE VOCATION : MARCEL RÉMON

COURS ET STAGES INTERNATIONAUX :
DES EN IMMUNO HÉMATOLOGIE/TRANSFUSION

CUI : LE STAGE 2005 DES BIBLIOTHÉCAIRES DU GROUPE
TRANSVERSAL RESSOURCES DOCUMENTAIRES

COURS ET STAGES INTERNATIONAUX :
L'EXPÉRIENCE D'UN STAGE DÉLOCALISÉ EN ÉQUATEUR

RENCONTRE D'UN ACTEUR INCONTOURNABLE DE LA COOPÉRATION
AU DÉVELOPPEMENT : L'INSTITUT DE MÉDECINE TROPICALE D'ANVERS

COURS ET STAGES INTERNATIONAUX :
L'ENSEIGNEMENT EN GESTION DES RISQUES NATURELS

échosud⁽⁷⁾

É D I T O R I A L

Bologne : la réforme du système universitaire européen a aussi un impact sur la CUD !

Le "processus de Bologne" tend à instaurer, dans la plupart des pays européens, une structure uniforme des études supérieures destinée à faciliter la mobilité, aussi bien des étudiants (grâce à la structure) que des diplômés (reconnaissance des diplômes). Ce processus, concrétisé en Belgique depuis la rentrée académique 2004-2005 a un impact non négligeable sur les formations organisées par la CUD au bénéfice des étudiants des pays en développement.

Les études universitaires ont toujours lieu en trois cycles (les chiffres cités ci-après ne couvrent pas toutes les orientations d'études). Le premier passe à trois ans (anciennement deux ans) et conduit au titre de "Bachelier". Le second comporte deux ans et conduit au titre de "Master" ; pour les études anciennement en quatre ans, le passage à cinq ans (3 + 2) se fait souvent en intégrant des anciennes études de troisième cycle (DES ou DEA), ou l'AESS, conduisant ainsi aux finalités spécialisée, approfondie ou didactique. Pour les études qui étaient déjà à cinq ans ou plus, cela n'est pas possible. Le décret a créé les "Masters complémentaires", études accessibles après l'obtention d'un diplôme universitaire.

Le troisième cycle est limité strictement au doctorat et à sa préparation.

Les neuf institutions universitaires de la Communauté française ont aussi été regroupées en trois "Académies" centrées sur les trois universités complètes existantes.

Ces modifications ont évidemment une incidence sur les cours internationaux organisés par la CUD qui sont toujours des DES ou DEA et qui resteront ainsi, pour la plupart, jusqu'à la fin du transitoire (année 2006-2007). Ils deviendront ensuite des "Masters complémentaires", ainsi que les nouveaux cours qui seront créés. Pour pouvoir être admis à suivre ces formations postuniversitaires, les étudiants devront beaucoup plus souvent que par le passé témoigner d'un "BAC+5", ce qui peut poser certains problèmes transitoires selon les formations universitaires organisées dans les pays. Par ailleurs, les études postuniversitaires proposées présenteront toujours la même qualité et les mêmes exigences, ils ne seront cependant plus considérés comme troisième cycle.

La réforme de Bologne a un impact bien au-delà de l'Europe. Elle doit être prise en considération dans les autres systèmes éducatifs, et en particulier dans le système éducatif africain, afin de permettre la mobilité la plus grande entre étudiants et chercheurs de la planète (v. aussi p. 13).

Jean Hanton

Jean.Hanton@fpms.ac.be

CUI: Appui à l'Université Nationale du Laos par la création d'un centre multidisciplinaire de développement rural

Une approche intégrée de l'appui universitaire à la coopération au développement: vers la création d'un bureau d'études pour le développement rural ?

Décliner la ruralité au fil du Mékong...

L'évocation de l'Asie du Sud-Est mène souvent à des images de concentrations importantes de population, de mégalo-poles polluées, d'agitation et de couleurs criardes. Le Laos contraste singulièrement avec ses voisins, c'est un pays peu peuplé, la majorité de ses habitants vit dans des villages à structure traditionnelle, en région rurale, proche de forêts ou au voisinage du Mékong, les Laotiens trouvent leurs ressources alimentaires aussi bien dans la cueillette que dans la culture et leur commensalité avec leur environnement est frappante. Le mode d'administration du pays reste un gouvernement à parti unique autorisant une lente progression vers une économie de marché. Cet anachronisme politique a protégé le Laos de l'agressivité commerciale et idéologique de ses grands voisins comme la Thaïlande et le Vietnam.

Le pays est truffé de témoignages architecturaux d'une histoire tumultueuse et de la richesse de sa culture. En dépit de celle-ci, le Laos n'a inauguré son université nationale (Université Nationale du Laos, UNL) qu'en 1995, le socle de cette nouvelle institution était composé de 10 hautes écoles existant à l'époque.

Deux des principes fondateurs de l'université illustrent les perspectives conférées par les Laotiens à leur "alma mater": favoriser le développement socioéconomique et préserver et dynamiser les traditions culturelles d'un pays multiethnique.

Dans de telles perspectives, l'activité de la CUI est venue s'inscrire dans une logique de développement rural à partir de 1997; elle associait un appui aux facultés des sciences médicales, d'agronomie et d'économie, en soutenant en particulier un projet de centre de développement rural qui intégrait les deux dernières disciplines.

L'inscription de l'Université Nationale du Laos dans le plan quinquennal 2003-2007 de la coopération universitaire institutionnelle

Quand le plan quinquennal 2003-7 fut lancé, le maître-mot du renouveau était "transversalité" et il est apparu évident que celui-ci pouvait être appliqué concrètement au partenariat avec l'UNL. Le constat de la situation de l'université est limpide: elle veut être un acteur de développement, celui-ci est multidisciplinaire: il s'agit dès lors d'impliquer les scientifiques de plusieurs facultés. L'UNL s'inscrit dans une société essentiellement rurale: la recherche interfacultaire doit donc être menée sur le terrain. L'UNL manque de formateurs, il faut tenter de les former par une recherche liée au développement rural.

Comment passer de ces principes à une activité CUI? Avec l'entière adhésion des partenaires laotiens et belges, il a été

décidé de tenter de monter le plus grand nombre d'activités dans le cadre du développement rural en réunissant 4 facultés autour du projet, agronomie, économie, sciences sociales et sciences médicales et accessoirement éducation et sciences naturelles.



L'inauguration du CMDR. Au centre, Sayaman Vongsak, coordonnateur du groupe de pilotage avec l'UNL. A sa droite, le Président de l'UNL. A l'extrême droite, P. De Mol.

La mise sur pied d'un centre multidisciplinaire de développement rural

Un centre multidisciplinaire a donc été créé à Pakkading (province de Bolikhamxai), un chef lieu de district à environ 130 km de la capitale Vientiane, et 12 villages ont été associés au Centre. Il est fonctionnel depuis le début du quinquennat et a été solennellement inauguré en mars 2005 par les autorités académiques et provinciales.

Différents types d'activités y sont menées: des séjours de recherche pour doctorants, des séjours de recherche pour travail de fin d'études pour étudiants de 2ème cycle, des séjours de stages pour étudiants de 2ème cycle, des recherches facultaires et interfacultaires. L'accent a particulièrement été donné sur ces dernières.

La première année, chaque faculté impliquée a réalisé une étude pilote dans les villages et les résultats de ces enquêtes sont publiés (Analyse du potentiel économique de Ban Houaixay, Etude des systèmes de production du Village de Kengsadok, Perception and Health Seeking Behavior of Family Health Care at Paksa Village, Socio economic and environmental transition in Ban Viengkham, Study of issues and needs of participation in the basic educational development of local people of the 4 villages).



Université Nationale du Laos (UNL)

Patrick DE MOL

Coordonnateur du groupe de pilotage avec l'UNL
p.demol@ulg.ac.be



Sur la route vers les villages...

La deuxième année, une étude portant sur l'alimentation dans les villages a été réalisée par des équipes interfacultaires sur base d'un questionnaire réalisé par des chercheurs des différentes facultés. Il s'agit d'un travail relativement exhaustif dont l'analyse quantitative et qualitative est clôturée et qui est en phase de rédaction actuellement. Une nouvelle phase d'études de terrain est maintenant lancée pour la troisième année. Ces projets fonctionnent comme une véritable école à la recherche.

La collaboration des universitaires avec les villageois s'est accomplie dans une grande convivialité. Pour qu'elle puisse se poursuivre, il est souhaitable que les recherches envisagées apportent une contribution concrète à l'amélioration de la vie de la population.

En développant cette perspective, l'UNL pourrait devenir un bureau d'études pour le développement rural. Les groupes de pilotage envisagent de fournir une aide à la construction de dossiers à soumettre pour financement. Ceci permettra à l'UNL

de s'affirmer comme centre d'expertises en construisant de manière autonome des projets soutenus par des financements internationaux.

L'activité CUI vise aussi à former des formateurs en Belgique. Ces formations se heurtent à la difficulté de l'apprentissage des langues étrangères par les Laotiens et le problème est à ce point aigu que des cours de français intensifs ont été organisés à l'attention des candidats stagiaires. Plusieurs stages de 1 à 3 mois ont été réalisés. En ce qui concerne les formations de longue durée, trois séjours de formation sont en cours.

L'épilogue de cet article veut souligner le défi que représente l'expérience laotienne de la CUI, d'abord en raison du problème linguistique, ensuite parce que l'appui à l'UNL est basé non seulement sur une collaboration étroite entre enseignants de facultés différentes, mais aussi sur un partenariat fort avec la société rurale, parce qu'enfin l'ambition est de contribuer à l'implication de l'UNL dans le développement du bien-être des Laotiens.

PROJET CUI

LA COOPÉRATION UNIVERSITAIRE INSTITUTIONNELLE (CUI) A POUR OBJECTIF DE RENFORCER LES COMPÉTENCES ACADÉMIQUES PROPRES D'UN NOMBRE LIMITÉ D'INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES SITUÉES DANS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

LA CUI ENTEND AINSI APPUYER LES PARTENAIRES DU SUD DANS LES DIFFÉRENTES DIMENSIONS QUI CARACTÉRISENT L'UNIVERSITÉ (ACADÉMIQUES, SCIENTIFIQUES ET ADMINISTRATIVES) MAIS AUSSI DANS LES SERVICES QU'ELLE REND À LA SOCIÉTÉ.

L'appui aux bibliothèques de l'UNL

L'accès de la population universitaire à des ressources documentaires pertinentes et de qualité est l'objectif spécifique du programme d'appui aux bibliothèques de l'Université Nationale du Laos.

La première mission de coordination d'août 2004 avait permis de constater que le manque d'ouvrages dans les disciplines de base, la méconnaissance des ressources électroniques librement accessibles sur Internet, le faible taux d'utilisation de l'anglais et du français et la pauvreté des équipements étaient les quatre cibles d'action du Groupe Transversal Ressources Documentaires (GTRD) de la CUD à l'UNL.

Un travail rapide et concerté avec les partenaires locaux, reposant sur un budget 2004 d'environ 13.000 EUR, a permis l'acquisition d'ouvrages et d'outils informatiques d'auto apprentissage du français, l'accompagnement des bibliothécaires dans leur formation à l'usage des ressources électroniques et l'appui à la gestion (signalétique, gestion des flux de la chaîne documentaire, etc.)

La deuxième mission en mars 2005 s'est concentrée sur les formations dans le domaine de la bibliothéconomie et l'aide à la gestion des bibliothèques dans un réel partenariat d'échange et d'accompagnement des bibliothécaires dans le développement de leurs capacités reconnues en la matière.

C'est ainsi que la bibliothèque centrale à Dongdok a créé son propre catalogue informatique et que le partenariat actuel en permet le développement progressif tant dans ses fonctionnalités que dans son extension aux bibliothèques des autres campus de l'UNL.

Les moyens financiers de 2005 du GTRD, environ 20.000 EUR qui seront renforcés par des acquisitions du Groupe de Pilotage en faveur des bibliothèques, permettront de développer ces actions: achats de livre supplémentaires dans des disciplines ciblées, auto apprentissage de l'anglais, équipements informatiques de gestion et consultation du catalogue, formations des agents moins qualifiés, etc. Un effort particulier en matière d'aide à la gestion devrait permettre de développer des synergies entre la bibliothèque centrale et les bibliothèques facultaires. La gestion centralisée des dons d'ouvrages, l'extension du catalogue électronique aux bibliothèques facultaires et la formation des catalographes, la carte unique d'accès aux bibliothèques et l'entraide dans les aménagements étant les premières actions concrètes effectivement démarrées en ce début de programme.

■ Frédéric BRODKOM

Gestionnaire du groupe "ressources documentaires" pour l'UNL.
brodkom@bse.ucl.ac.be

Marcel Rémon

"Les projets les plus intéressants pour moi sont ceux qui poussent les gens à travailler ensemble. Et quand ce projet devient leur projet, et qu'on se trouve face à un partenaire décidé, sérieux et tenace, c'est vraiment le nec plus ultra."



Marcel REMON

Professeur de mathématiques aux Facultés Notre Dame de la Paix à Namur.

échosud : D'où est né votre intérêt pour le développement ?

M.R. : Mon intérêt pour le Sud vient de mon premier voyage réalisé avec la FUCID (ONG des Facultés de Namur – www.fucid.be) lorsque j'étais encore étudiant. Parti en Inde pendant 6 semaines, je suis revenu totalement séduit, bouleversé par toutes les expériences vécues et à partir de ce moment là, il ne m'a plus été possible de vivre sans la tête ou les pieds dans le Sud.

En tant que prêtre, j'étais prêt à partir partout mais les hasards de la vie ont fait que je me suis retrouvé à travailler aux FUNDP.

Il y a une petite dizaine d'années, la CUD m'a proposé de rejoindre le groupe de pilotage Congo (Zaïre). Ayant réalisé mon service civil à Bukavu (1985-1987), c'est avec plaisir que j'y ai participé. Ne gérant à ce moment-là aucune activité personnelle au Congo, ma première mission fut de réaliser un audit à Bukavu et Butembo où se déroulaient des projets financés par la CUD.

Finalement, Pierre de Maret démissionnant de sa fonction de coordonnateur du groupe de pilotage suite à sa nomination en tant que recteur, j'ai repris sa fonction que j'assume encore aujourd'hui pour le partenariat universitaire institutionnel avec l'Université de Kinshasa.

échosud : Etes-vous impliqué dans d'autres projets de développement en dehors du Congo ?

M.R. : Je suis associé aux travaux des groupes de pilotage pour le Burundi et Lubumbashi, particulièrement pour tout ce qui a trait à l'informatique et aux bibliothèques.

Je préfère concentrer mon travail sur l'Afrique Centrale car ces quelques expertises et expériences engrangées permettent d'apporter un petit "plus" souvent bien nécessaire pour un juste et fructueux partenariat.

échosud : Vous êtes depuis peu directeur de la FUCID, l'ONG d'éducation au développement des FUNDP. Quelles sont les relations entre votre travail au sein de la FUCID et celui que vous réalisez à la CUD ?

M.R. : C'est vrai qu'on peut se poser la question. Si la FUCID fait avant tout de l'éducation au développement en direction des étudiants et des membres des FUNDP, elle soutient également des projets de développement ayant une composante universitaire. Schématiquement, on pourrait dire que la CUD, quant à elle, soutient plutôt des projets universitaires ayant une composante "développement".

Mais même lors de financement de projets, la FUCID vise la sensibilisation des membres de l'université de Namur aux problématiques du SUD. En effet, elle permet aux professeurs de rentrer des petits projets de développement, première porte d'entrée dans le domaine de la coopération. Forts de cette expérience, il leur est alors possible d'obtenir des financements plus importants notamment à la CUD, via le programme PIC par exemple.

échosud : Participez-vous encore à d'autres activités de coopération au développement ?

M.R. : Je participe au conseil de l'organisation belge "Jésuit Refugee Service - Belgium" (JRS-B). Le JRS-B est la branche belge d'une organisation internationale qui s'occupe des camps de réfugiés dans le monde. Ici, nous visitons les centres fermés pour les réfugiés et non admis en Belgique. Nous réfléchissons pour le moment, avec le CIRE (Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers), à un projet d'accueil à Kinshasa pour les femmes et hommes, ayant vu leur demande d'asile en Europe refusée, et donc étant rapatriés de force au Congo. Le retour (pas toujours dans le bon pays) est vraiment très difficile. Comment survivre à l'échec, à la violence du rapatriement forcé, au désespoir, au dénuement absolu ? Nous essayons de développer des mesures d'accompagnement de retour au pays.



Stagiaires du stage CUD Multimedia 1999 à Namur

Je suis par ailleurs dans le Conseil d'Administration d'ACODEV, actif dans une maison des jeunes en quartier populaire à Namur, ainsi que dans une association d'aide à la jeunesse (AMO).

échosud : *Que vous 'apporte particulièrement votre travail avec le Sud ?*

M. R. : C'est une très grande joie pour moi de pouvoir être aux côtés de gens (et si possible avec eux) qui se battent pour des choses fondamentales, telles que la survie, la santé, l'éducation. Ce n'est pas le fait d'amener des choses mais simplement celui d'être accepté comme un proche ou un partenaire par ceux qui se battent tous les jours. Et cela n'est pas simple car on est toujours l'europpéen, l'universitaire, l'étranger.

échosud : *Quels liens verriez-vous entre le travail de la CUD et celui des ONG ?*

M. R. : La CUD et les ONG devraient être complémentaires. Pour moi, l'idéal serait que la complémentarité se fasse avec des ONG du Sud. Je suis souvent frappé de constater que lorsqu'on parle d'ONG ici en Belgique, on ne pense qu'à celles du Nord alors qu'il y a tant d'initiatives locales à encourager, et que les ONG du Sud sont souvent plus expertes pour affronter certains défis.

échosud : *Comment voyez-vous la place de l'université du sud en tant qu'acteur ou vecteur de développement ?*

M. R. : Pour moi, le fondement premier du développement est l'éducation au sens large (éducation civique, démocratie, rapport hommes/femmes, éducation sanitaire). Le rôle des universités est déterminant puisqu'il s'agit de former les formateurs. Il est essentiel que l'éducation soit ciblée vers le service du pays. En Afrique, il est difficile d'éviter les dérives d'élitisme, d'occidentalisme et de mimétisme et cela empêche l'Afrique de développer un système éducatif propre, correspondant à ses valeurs, son mode de fonctionnement et ses besoins.

échosud : *Quels sont les initiatives que vous pensez les plus porteuses ?*

M. R. : D'une façon générale, les projets les plus intéressants pour moi sont ceux qui poussent les gens à travailler ensemble. Ceux qui sont réellement porteurs sont ceux qui deviennent vraiment des projets de "là-bas", lorsque les promoteurs locaux du projet en font réellement leur projet. Je me réjouis quand un partenaire ose dire "non" aux propositions du Nord, et qu'il se bat pour faire aboutir son projet. Evidemment, en bons partenaires, la négociation devient plus intense et donc plus consistante.

Un bel exemple est le projet en communication inscrit dans le cadre du programme de coopération universitaire institutionnelle avec l'UNIKIN. Ce petit projet devait permettre la mise en place, au sein du département de communication, d'une cellule pédagogique dotée d'une caméra, d'une radio...

Ce projet a été pris en main par les étudiants qui ont monté des films grâce au projet, et qui ont insisté lors de notre passage pour que nous visionnions leurs réalisations et que nous soutenions une extension du projet vers une télévision éducative pour le campus.

échosud : *Quels seront les défis de la CUD pour les années à venir ?*

M. R. : Le plus grand défi me semble être la relève académique belge ou comment intéresser de jeunes professeurs belges à la coopération au développement ? La CUD doit réfléchir à des actions susceptibles d'attirer de nouvelles recrues. Il faut aller chercher les jeunes profs tant qu'ils sont encore libres, c'est-à-dire peut-être déjà lors de leur doctorat, car après, ils deviennent inaccessibles. Il faut également ouvrir nos réseaux, car la CUD pêche quelque fois par frilosité. Les premières rencontres internationales de la CUD doivent être reconduites, en ouvrant largement la porte à tous les jeunes chercheurs et professeurs belges.

UN HOMME,
UNE VOCATION

DANS CHAQUE NUMÉRO,
NOUS VOUS PRÉSENTONS UNE
ENTREVUE AVEC UNE PERSON-
NALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ
UNIVERSITAIRE FRANCOPHONE
DE BELGIQUE, QUI MARQUE LES
TRAVAUX DE LA CUD PAR SON
ENGAGEMENT DANS LA COOPÉ-
RATION AU DÉVELOPPEMENT.

DES en Immuno Hématologie / Transfusion

Enseigner la sécurité transfusionnelle en Argentine pour le public spécialisé d'Amérique du Sud et Centrale.

Difficile chemin dans l'élaboration d'un DES

DÉFINITION DES BESOINS :

La nécessité d'une formation en Transfusion pour le personnel d'encadrement des Centres de Transfusion, pour les cadres travaillant dans les banques de sang hospitalières et dans les comités de transfusion est devenue évidente, surtout par l'importance de la sécurité transfusionnelle pour les patients. En effet, si la partie concernant les " patients, laboratoire et /ou clinique" est souvent enseignée aux médecins et pharmaciens dans le cadre du diplôme en Biologie Clinique et parfois dans les DES en Anesthésie et en Hématologie, la partie concernant les techniques de production de dérivés sanguins, du donneur au receveur n'est pas enseignée. De plus, l'Assurance Qualité, la traçabilité, l'hémovigilance, les aspects médico-légaux, les applications de Biologie Moléculaire en Transfusion ainsi que d'autres sont des concepts indispensables. La sécurité transfusionnelle étant un tout dans lequel il existe plusieurs acteurs, les structures hospitalières, les Centres de Transfusion se devait d'être enseignés.

Du constat de ces lacunes est née l'idée de la création d'un DES Inter-Universitaire, porté par les trois Facultés de Médecine en Belgique francophone; ULg, ULB,UCL.

Après l'établissement d'un programme de 300 heures minimum, les trois Facultés de Médecine se sont prononcées favorablement sur son contenu. Une Convention Inter-Universitaire a été signée. Les ressources des trois Universités en enseignants sont mises à rude épreuve, car organiser un tel cours prend du temps mais en revanche permet de créer des liens avec les acteurs de la Transfusion. La première année de ce DES a accueilli majoritairement des participants belges.

De l'élargissement du public du DES

COURS INTERNATIONAL

La sécurité transfusionnelle étant un besoin tant au Nord qu'au Sud, la demande des pays en développement de ce type de formation était importante et a été le moteur de l'introduction d'un projet de transformation de ce cours en Cours International. Ce projet a été accepté par la CUD en 2002. De nombreux dossiers nous parviennent chaque année et le

succès du DES, malgré sa thématique pointue, ne se dément pas. Les boursiers bénéficient non seulement de l'encadrement académique, cours théoriques et pratiques, mais également de la possibilité de participer à la vie quotidienne d'un Centre de Transfusion en Belgique.

Depuis trois ans, nous avons accueilli 36 boursiers de la CUD venant de 16 pays :

Continent Africain : Algérie, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Togo, Guinée Conakry, Maroc, Niger, Madagascar, Mali, Burundi

Continent Américain : Argentine, Brésil, Bolivie, Haïti.

De plus, la réputation de ce cours a dépassé le cercle de la CUD et d'autres bailleurs de fonds (CTS Union Européenne.....) ont financé des bourses pour ce DES.

Nouvelle étape :
Organiser le cours à l'étranger

En 2004, la CUD a proposé la possibilité de délocaliser certains Cours internationaux. C'était une belle occasion de prendre contact avec un partenaire de longue date, pour mettre sur pied le projet.

Le partenaire devait être une Université, pouvoir délivrer un diplôme en Immuno Hématologie/Transfusion et avoir la capacité académique et logistique d'accueillir des étudiants des pays environnants. De plus, si l'enseignement pouvait être donné dans une langue différente du français, ceci constituait un atout.

Nos partenaires argentins présentaient toutes les conditions nécessaires pour se voir confier le projet. L'Université Nationale de Rosario (UNR) et l'Université Italienne de Rosario (UNIR) ont mis ensemble leurs atouts et à l'image de nos universités belges ils ont signé une Convention Inter-Universitaire.

■ Daniel SONDAG

daniele.sondag@ulg.ac.be



Les partenaires argentins.

Le cours sera dispensé en espagnol et sera donc ouvert surtout à des étudiants d'Amérique Centrale et du Sud. Le Curriculum de ce cours est conforme à celui des universités belges. Un appui académique des trois Universités belges sera fourni ainsi qu'un appui à la gestion et à l'organisation. Les deux Universités de Rosario feront également appel à d'autres universités de la sous région pour épauler le corps professoral. Les étudiants seront sélectionnés comme en Belgique sur dossiers, prenant en compte leurs diplômes, leurs motivations et leur volonté de travailler à l'amélioration de la sécurité transfusionnelle. La première promotion commencera ce cours en Août 2005.



Les partenaires argentins

LES UNIVERSITÉS ARGENTINES:

Université Nationale de Rosario

www.unr.edu.ar.

Contact: Prof. RASIA-VALVERDE Juana

Tel: +54 (0341) 480 4594 / 437 0008 (ext.33 / 34)

E-mail: nitavalverde@hotmail.com

rjrasia@hotmail.com

Université Italienne de Rosario

www.iunir.ar

Contact: Prof. EDITA AMALIA SOLIS

TEL 0341-554118

FAX 0341-4858825

E-mail: editasolis@hotmail.com

Les Universités belges :

COORDINATION SCIENTIFIQUE

Université Catholique de Louvain – Faculté de Médecine

Prof. Dominique LATINNE

Tél. : 00 32 2 764.34.47

Fax: 00 32 2 764.30.24

E-mail: latinne@imel.ucl.ac.be

Université Libre de Bruxelles – Faculté de Médecine

Prof. Etienne DUPONT

Tél. : 00 32 2 555 38 62

Fax: 00 32 2 555 44 99

E-mail: e.dupont@ulb.ac.be

Université de Liège – Faculté de Médecine

Prof. Danièle SONDAG-THULL – Coordinateur DES

Tél. : 00 32 4 366 75 46

Fax: 00 32 4 366 75 47

E-mail: danielle.sondag@ulg.ac.be



Le stage 2005 des bibliothécaires du groupe transversal ressources documentaires

Il y a deux mois se terminait, avec un bilan plutôt positif, un stage de sept semaines organisé par le groupe transversal "ressources documentaires" de la CUI.

Le stage...

Organisé à Louvain-la-neuve, du 31 janvier au 18 mars 2005, le stage "de recyclage à l'intention des cadres et des gestionnaires des bibliothèques partenaires" a accueilli onze stagiaires issus des onze institutions partenaires du groupe transversal. C'est une première et elle a monopolisé pas mal de monde et d'énergie. Les responsables d'activité et une quinzaine de formateurs ont été sollicités mais aussi les membres de l'équipe de l'ADRI (Administration des relations internationales) de l'Université Catholique de Louvain que nous tenons ici à remercier pour leur support particulièrement efficace.

Les objectifs et le fonctionnement du programme "ressources documentaires"

Un peu atypique dans les structures de la CUI, le groupe transversal "ressources documentaires", qui est à l'origine de ce stage, a été créé début 2000. Sa mission est d'apporter un appui aux bibliothèques de certaines universités partenaires (voir liste en fin d'article). Il y intervient pour tous les aspects de la gestion, de l'organisation et de l'accès aux ressources documentaires.

Son action chez les partenaires est basée, d'une part, sur les principes de la coopération universitaire institutionnelle et, d'autre part, sur le plan de développement des bibliothèques dans les universités concernées. Hormis le fait que le groupe transversal privilégie systématiquement les actions durables avec effets démultiplicateurs, il apporte un soutien prioritaire aux actions en faveur des étudiants et enseignants des cycles de base (soutien de l'institution dans sa mission d'enseignement) et aux projets documentaires de collaboration au sein des universités et des bibliothèques et entre les universités (encouragement de la coopération Sud-Sud).

Toutes les réalisations sont bien sûr programmées et organisées conjointement par les partenaires du Sud et du Nord. L'intervention passe par la définition des missions de la bibliothèque, des besoins de l'institution et l'adéquation du fonctionnement de la bibliothèque avec ses missions et ces besoins. Elle est concrétisée notamment par un soutien en matière d'organisation des bibliothèques, par des actions de formations (personnel, formateurs...) et par des investissements pour l'amélioration de l'accès à la documentation (achats de livres...) et des investissements pour l'amélioration des

infrastructures (achats de matériel informatique, petits matériel...). L'intervention fait l'objet d'une programmation détaillée dans le temps, intégrée dans la programmation de la CUI.

Le groupe transversal fournit par ailleurs une expertise spécialisée. Il accompagne les partenaires et donne des conseils pour la réalisation d'objectifs ciblés comme la création d'une salle de lecture avec libre accès aux livres, la création d'un catalogue collectif pour l'ensemble d'une université, le désherbage – désignation poétique adoptée par les bibliothécaires pour parler d'élimination des livres obsolètes –, l'informatisation du travail, le catalogage rétrospectif (de collections anciennes) ou la mise en place de formations.

Tous les projets du groupe transversal sont menés en synergie pour l'ensemble des partenaires. Le groupe transversal essaye systématiquement d'apporter, et c'est sa raison d'exister, des solutions globales lorsque les problèmes rencontrés sont comparables. C'est dans ce cadre qu'ont été développées des activités transversales. En tout, cinq activités transversales ont été lancées en 2004: la création et la gestion d'un répertoire de ressources internet gratuites pour les partenaires du Sud, la mise au point d'une formation de formateur en méthodologie documentaire, un comité scientifique belge pour la sélection d'ouvrages, une étude comparative des logiciels de gestion de bibliothèque "open source" et le stage de recyclage à l'intention des cadres et des gestionnaires des bibliothèques partenaires, dont il est question dans cet article.

Pourquoi un stage ?

L'objectif du stage de recyclage organisé en ce début d'année, focalisé sur les cadres des bibliothèques partenaires, était de réaliser une sensibilisation complète à tous les aspects jugés essentiels pour une gestion efficace d'une bibliothèque universitaire moderne. Le groupe transversal souhaitait par ailleurs, à côté de la formation et en profitant de l'infrastructure et de l'encadrement offerts, demander aux stagiaires de développer, pendant le stage, un projet personnel et institutionnel. Chaque candidat a donc développé et rédigé son projet au cours du stage, avec l'ambition, une fois de retour dans leur institution, de le mettre directement en oeuvre. Onze projets ont ainsi été présentés à deux reprises, lors de séminaires, largement discutés, débattus, amendés, pour être depuis, pour certains du moins, en cours de réalisation.

■ Bernard POCHET

pochet.b@fsagx.ac.be



Le groupe des bibliothécaires du programme CUI

À côté des séminaires, le stage proposait de nombreuses visites de bibliothèques universitaires (Bruxelles, Liège, Namur, Gembloux et Louvain-la-Neuve), des cours et un programme récréatif, trop pauvre de l'avis général. Les cours ont été organisés autour de trois modules. Le premier module a été consacré à la sensibilisation aux techniques essentielles (gestion des collections et des fonds, traitement physique des documents, traitement intellectuel des documents, méthodologie documentaire, services aux usagers et aspects informatiques), le deuxième module était consacré aux compétences relevant de la communication (communication interpersonnelle et communication institutionnelle), le troisième aux compétences relevant de la gestion et de l'organisation (techniques d'approvisionnement, de gestion micro-économique, d'installation, d'aménagement et d'équipement, de planification et de gestion de projet, de diagnostic et d'évaluation, de gestion des ressources humaines et de marketing ainsi que l'ingénierie de la formation). En tout, 85 heures ont été consacrées à ces formations.

Un bilan très positif...

Comme annoncé au tout début de l'article, le bilan est donc largement positif. Les points plus négatifs relevés par certains stagiaires, problèmes d'accès aux salles d'ordinateurs et manque de formations informatiques par exemple, sortent du cadre du projet initial mais devront être rencontrés lors d'une prochaine édition. L'essentiel à retenir est que tous les stagiaires sont repartis avec l'impression très nette d'avoir amélioré leurs compétences mais aussi d'avoir côtoyé, pendant sept semaines, des collègues étrangers et belges au contact desquels ils se sont enrichis et avec qui ils resteront en rapport pendant longtemps. La technique est encore un fois à notre secours pour cela. Un site Internet avec une liste de discussion a spécifiquement été créé pour maintenir le fil et permettre à chacun de donner de ses nouvelles, poser des questions ou donner un avis. Des photographies prises pendant le stage agrémentent le site et permettent à tous de se rappeler les bons moments passés ensemble.

Côté bilan, nous avons aussi, à côté des projets institutionnels qui se mettent localement en place, rédigé pendant le stage un texte de recommandations permettant à toutes les personnes concernées (autorités locales, groupes de pilotage, cadres des bibliothèques, enseignants...) de se situer par rapport au fonctionnement idéal des bibliothèques. Même si il y a de nombreuses difficultés dues au manque de moyens ou à

l'instabilité du personnel en place, les retombées apparaissent déjà comme positives.

Pour de multiples raisons, nous ne serons pas en mesure de réorganiser le stage de recyclage en 2005 mais, il est d'ores et déjà inscrit dans notre calendrier 2006... à bon entendre ...

LISTE DES INSTITUTIONS PARTENAIRES :

- **Cedesurk – Centre de Documentation de l'Enseignement Supérieur de Kinshasa** (RDC)
- **Centre Universitaire de Formation des Personnels de Santé** Ho-Chi-Ming-Ville (Vietnam)
- **Université agronomique de Hanoi** (Vietnam)
- **Université d'Abomey-Calavi** (Bénin)
- **Université de Kinshasa** (RDC)
- **Université de Lubumbashi** (RDC)
- **Université de Ouagadougou** (Burkina Faso)
- **Université Mohammed 1er – Oujda** (Maroc)
- **Université Nationale du Burundi**
- **Université Nationale du Laos**
- **Université Nationale du Rwanda**

L'expérience d'un stage délocalisé en Equateur

Analyse d'une première expérience de délocalisation d'un stage de formation en technologie et en gestion du transport fluvial et fluvio-maritime adapté aux PME et aux entreprises publiques d'Amérique du Sud.

Introduction

Le domaine de formation à délocaliser reprend en partie celui caractérisant le stage réalisé au Nord et intitulé "Formation en technologie et gestion adaptée aux PME de construction et de réparation navale des pays en développement". Il se différencie cependant de celui-ci par une orientation marquée vers la problématique du transport par la voie d'eau. Une première expérience de délocalisation a été réalisée en Amérique du Sud (Equateur, Université Centrale de l'Equateur, CETIF*, Quito) du 20 septembre au 17 décembre 2005. 18 stagiaires ont suivi cette formation (13 boursiers dont 10 équatoriens, un péruvien, un brésilien et un bolivien ainsi que 5 équatoriens sans bourse). Ce projet de délocalisation et ses objectifs ont déjà été présentés dans *échosud*(4) ; nous focaliserons ci-après nos propos sur une première analyse des résultats de cette expérience, en sachant que les objectifs devront être atteints à l'issue du 3ème stage, à savoir en décembre 2006.

Problèmes et questions majeurs qui ont influencé l'exécution de la prestation

Vu que le projet de délocalisation est d'un type nouveau, le manque d'expérience de l'équipe locale a nécessité une préparation plus soutenue par le partenaire du nord qui a, de ce fait, réalisé deux missions de préparation en Equateur. Cette première expérience a nécessité également un effort important pour faire connaître le programme et ses objectifs aux groupes cibles en Equateur, ce qui a nécessité la prise de nombreux contacts dans le pays. Il a également été nécessaire de rencontrer d'autres groupes cibles, en Bolivie, au Pérou et en Colombie en ce qui concerne le coordinateur équatorien et au Brésil en ce qui concerne le coordinateur belge. Le nombre de stagiaires non équatoriens a été volontairement limité pour éviter d'exposer un programme expérimental sur un trop important terrain international.

Une autre question majeure a résidé dans la réalisation du contenu de la formation: il a en effet été nécessaire d'adapter celui-ci en cours de développement du projet grâce à des contacts interactifs constants avec les stagiaires. La rédaction du support didactique et des notes s'est donc réalisée progressivement, ce qui n'a permis de remettre un dossier complet à chaque stagiaire qu'en fin de formation.

Comme l'équipe des formateurs belges s'est fortement impliquée dans la formation lors de cette première année expérimentale, le problème de la langue a créé quelques difficultés car certains stagiaires ne possédaient pas une bonne connaissance de l'anglais. Les formateurs équatoriens ont donc dû assurer parfois une traduction en espagnol. Le côté cependant positif de cette situation a été d'impliquer ces derniers encore davantage dans l'action de formation.



Causes des écarts par rapport aux résultats attendus

Les deux coordinateurs étaient relativement conscients, dès la définition du projet, des problèmes potentiels qu'ils pourraient rencontrer lors de cette première année expérimentale. Comme déjà mentionné précédemment, ils avaient prévu deux missions préparatoires et ils avaient évité de trop ouvrir le programme sur le plan international. Les domaines de formation bien ciblés étaient restés suffisamment ouverts au niveau de leur contenu pour garder une flexibilité suffisante en cours d'expérimentation. Pour ces raisons, aucun écart majeur n'est apparu par rapport aux attentes: cette analyse deviendra certainement plus pertinente à partir de la deuxième année d'exécution du programme. Il faut cependant relever un résultat particulièrement positif de cette première expérience: l'organisation du stage et sa coordination par le partenaire équatorien ont été particulièrement efficaces, bien au-delà de ce qui était escompté.



■ Jean MARCHAL

ANAST*, ULg
j.marchal@ulg.ac.be



Premières leçons à tirer de l'expérience de la prestation sur les plans de l'impact et de la durabilité des résultats

Malgré l'aspect expérimental de ce premier test de formation, un impact incontestable est déjà constaté au niveau équatorien par l'intérêt manifesté par les autorités locales, régionales et nationales: lors de différentes manifestations (visites, séminaires ...), différents milieux de décision ont exprimé leur intérêt de participer aux programmes suivants et ont constamment confirmé l'importance pour le pays du contenu de la formation. Il est d'autre part manifeste de constater que le CETIF voit sa position nettement renforcée au point qu'il devient leur interlocuteur privilégié. Un impact significatif est également constaté principalement avec le Brésil et le Pérou puisque des contacts ont été pris, via les stagiaires respectifs de ces pays, pour engager des études de transport intermodal trans-amazonien, participant ainsi à une première intégration des pays concernés.

En terme de durabilité, un premier élément qui y contribue est la capacité démontrée du CETIF à bien organiser et coordonner les activités afin d'assurer le bon déroulement du stage de formation. L'intérêt du stage, suscité au niveau de différents organismes, laisse augurer d'une participation financière nécessaire. Par contre, il est encore trop tôt pour juger pleinement de la capacité des formateurs à prendre en charge complètement le contenu de la formation: des premières indications devront être perceptibles à l'issue de la deuxième édition du stage.

Perception de la prestation par les groupes cibles

Les réactions des groupes cibles semblent déjà globalement positives malgré les imperfections précitées qui sont assez normales à constater à l'issue d'un premier test. Un premier élément très positif est de constater les échanges très fructueux générés entre stagiaires équatoriens et entre ces derniers et les stagiaires d'autres nationalités: en partageant une même formation pendant trois mois, une intégration évidente a été constatée ainsi que l'échange d'expériences professionnelles. Ils ont apprécié la bonne organisation du stage et son enca-

drement. S'ils considèrent que le contenu de base répond bien au domaine concerné, par contre, ils souhaiteraient encore davantage d'efforts d'adaptation de la formation aux conditions locales. Ils ont également apprécié les qualités pédagogiques des formateurs mais il faudra évaluer celles-ci lorsque les formateurs équatoriens seront encore davantage impliqués à ce niveau.

Conclusions

Délocaliser dans le Sud une formation, développée et consolidée préalablement dans le Nord, est une vraie démarche de coopération qui se différencie nettement d'une simple assistance... Cette première expérience s'inscrit pleinement dans une volonté d'efficacité de la CUD « sur le terrain » en assurant la capacité d'une prise en charge, par le partenaire du Sud, d'actions qui contribuent au développement socio-économique durable de sa région: elle atteint des résultats partiels, normalement attendus à ce stade du projet, qui devront être progressivement consolidés lors des deux prochains stages. Une méthode d'évaluation, basée notamment sur le modèle du cadre logique (méthodologie de gestion de projets) a été utilisée, permettant ainsi une bonne guidance des prochaines actions jusqu'à l'échéance de fin 2006.



*CETIF: Centro de Excelencia en Transporte Intermodal y Fluvial – UCE, Facultad de Ingeniera, Ciencias Fisicas y Matematica

*UCE: Universidad Central del Ecuador

*ANAST: unité d'Architecture Navale et d'Analyse des Systèmes de Transport, département d'Hydraulique et de Transport de l'Université de Liège

Rencontre d'un acteur incontournable de la coopération au développement : L'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers

L'Institut de Médecine Tropicale Prince Léopold à Anvers (IMT) est un Institut mondialement renommé pour l'enseignement, la recherche et les services en médecine tropicale humaine et vétérinaire et en soins de santé dans les pays en développement. Actuellement, il collabore avec de nombreux partenaires à travers le monde dans la poursuite de l'objectif "santé pour tous".

Il était une fois...

En 1906, Léopold II fonde l'Ecole des Maladies Tropicales à Bruxelles pour faire face aux problèmes de santé que les coloniaux européens et les populations locales rencontrent en Afrique centrale. En 1933 cette Ecole prend le nom d'Institut Prince Léopold de Médecine Tropicale et déménage à Anvers, dans le bâtiment art déco qu'il occupe encore aujourd'hui. Après la décolonisation il reste un pilier de la coopération au développement. Aujourd'hui l'Institut est mondialement reconnu et apprécié pour sa recherche, son enseignement et ses services de pointe ainsi que pour sa dévotion à la cause des pays et les populations au Sud. L'Institut héberge cinq départements scientifiques, une librairie spécialisée et une clinique de voyage. Il emploie 350 personnes et dispose d'un budget annuel de 35 millions d'euros dont un quart est financée par le ministère de l'Education de la communauté flamande, un quart par le ministère fédéral de la Coopération au développement.

Sa mission actuelle

La situation médicale dans la plupart des pays en voie de développement reste déplorable, et est aggravée par le SIDA et d'autres problèmes. A part de préoccupations humanitaires, cette situation contribue aux problèmes socio-économiques: flux incontrôlable de réfugiés, marchés de croissance s'écroulent, instabilité politique. A cause du trafic international, la demande d'expertise en pathologie importée tropicale accroit.

L'Institut de Médecine Tropicale (IMT) occupe une position unique dans la Belgique fédérale: une institution académique autonome dans le système flamand d'éducation supérieure, collaborant avec les universités flamandes et francophones, convenances avec les instances fédérales et flamandes de la santé publique et de la coopération au développement. Tout d'abord, l'IMT continue à se développer en tant qu'institution scientifique internationale. L'éducation internationale, la recherche appliquée et stratégique, des services cliniques et d'expertise, l'appui à des institutions au Sud restent ses tâches nucléaires ?.

Les activités de l'Institut au Sud portent pour 50% sur l'Afrique, 25% sur l'Amérique du Sud et 25% sur l'Asie. Il a des liens de collaboration aux quatre coins du monde.

Formation

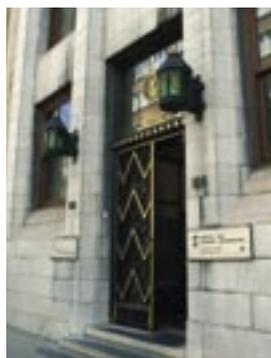
Chaque année, l'IMT forme environ 250 jeunes médecins, infirmiers et vétérinaires en médecine tropicale et santé publique, et environ 80 experts par ses cours internationaux de Santé Publique, Contrôle des Maladies et Santé Animale. Les cours sont données en français, anglais et néerlandais. L'IMT suit également une cinquantaine de chercheurs doctoraux et de dizaines de stagiaires. L'IMT organise aussi des cours spécifiques sur la mycologie médicale, la gestion du SIDA, le contrôle de maladies, la santé reproductive. Chaque année il organise un symposium Nord-Sud et des ateliers internationaux ; il supporte plusieurs masters et cours d'experts en Afrique, Amérique du Sud, Asie et Europe. Il appuie activement les milliers d'anciens étudiants sur le terrain et la formation de réseaux d'alumnat ?.

Recherche

L'IMT mène de la recherche fondamentale, appliquée et opérationnelle sur les maladies tropicales majeures qui touchent hommes (SIDA, tuberculose, paludisme, maladie du sommeil, ulcères tropicaux, zoonoses) et animaux (trypanosomose, theileriose, helminths), ainsi que sur l'organisation des systèmes de santé. Il collabore avec instituts et groupes de recherche partout dans le monde, et surtout dans le Sud. La recherche est étroitement liée à sa formation et ses activités médicales et de support.

Services

Les services médicales de l'IMT font environ 45.000 consultations curatives et préventives par an. L'Institut opère comme centre national de référence pour les maladies tropicales et infectieuses, le VIH/SIDA et d'autres maladies, et héberge sept Centres Collaboratrices ou de Référence de l'OMS. Au nom du Ministère de Coopération au Développement, il exécute un large programme de renforcement des capacités dans le Sud, et il coopère avec un grand nombre d'autorités nationales, organisations internationales et ONGs.



■ Stéphanie VERBEURE

sverbeure.cud@itg.be

PUBLICATIONS :

LES ACTEURS DES ONG

L'engagement pour l'autre lointain

Gregor Stangherlin

L'objectif de cette étude est de cerner la diversité et la complexité du militantisme des acteurs des Organisations Non Gouvernementales de coopération au Développement (ONGD). Qu'est-ce qui permet de comprendre que des individus s'engagent comme bénévoles, coopérants ou employés dans une ONG? Une analyse percutante des différents moments de la carrière de ces acteurs nous permet de mieux comprendre les ressorts de leur adhésion, de leur désengagement.

ISBN: 2-7475-8480-1 • mai 2005 • 248 pages

Edition L'Harmattan

DÉFENSES DE THÈSES :

Dans le cadre du projet PIC avec l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah à Fès intitulé "Appui à la formation, la recherche et le développement en matière de qualité, d'hygiène et de sécurité alimentaire au Maroc (cfr Echosud 5), les deux thèses suivantes ont été défendues :

Madame Iraqi Rafika (photo 1, au milieu, cinquième que ce soit de gauche ou de droite)

Titre de thèse: Etude des arômes et composition biochimique des olives marocaines : mise en évidence des composés odorants à impact sensoriel.

Madame Benzekri Amale (photo 2, troisième de la gauche vers la droite)

Titre thèse: Mise en évidence de composés odorants indicateurs de la biosynthèse de déoxynivalénol par *Fusarium culmorum* et *graminearum*.



Photo 1



Photo 2

SÉMINAIRES :

Les Universités africaines francophones face au L-M-D

Séminaire international organisé à Dakar du 11 au 15 juillet 2005.

Informations complémentaires : gresas.ape@fucam.ac.be

Conférence internationale au Cambodge

L'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer organisera une Conférence internationale intitulée "Hubs, Harbours and Deltas in South-East Asia: Multidisciplinary and Intercultural Perspectives"

à Phnom Penh (Cambodge) du 6 au 10 février 2006.

Informations complémentaires : kaowarsom@skynet.be



L'étude des maladies tropicales est plus pertinente que jamais. Le droit à une vie en bonne santé est le droit de l'homme le plus fondamental ; mais ce droit est souvent outrepassé. La solidarité et la responsabilité internationales sont donc nos motivateurs principaux. L'inégalité sociale dans le monde est considérée, également par les politiciens et économistes occidentaux, comme la plus grande menace politique et économique du 21^{ème} siècle. Cette inégalité ne peut être efficacement combattue si les populations des pays en voie de développement seront libérées des maladies liées aux circonstances écologiques et socioculturelles. Investissements et recherche dans la santé publique et éducation/formation sont prioritaires pour garantir la paix et le progrès. Il serait donc imprudent de diminuer les capacités dans n'importe quelle partie du monde, surtout dans une époque où les évolutions technologiques ouvrent de nouveaux horizons. Evidemment, la construction continue doit, en premier lieu, se passer dans les pays mêmes, mais c'est justement là que le support d'institutions consolidées telles que l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers est crucial.

L'enseignement en gestion des risques naturels

D'ici l'an 2025, 80% de la population mondiale résidera dans les pays en développement et, d'après les estimations, pas moins de 60% de cette population sera extrêmement vulnérable aux inondations, tempêtes violentes, tremblements de terre, etc.

L'intérêt porté aux risques naturels ne cesse de croître. En effet, la fréquence des grandes catastrophes naturelles est en constante augmentation (Fig. 1). Entre les années 1950 et 1960 et les vingt dernières années, les désastres naturels dus aux géo-risques (séismes, volcans, tsunamis, etc.) ont presque doublé et ceux d'origine climatique ont été multipliés par quatre. En 1990, dans l'objectif de mieux connaître ces problématiques, les Nations Unies ont lancé une décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (IDNDR). A l'issue de cet effort mondial, il est apparu que la meilleure connaissance des risques et catastrophes, le développement de la culture de la prévention, la mise en place de politiques adéquates et la diffusion rapide de l'information durant les périodes de crises pour la gestion et l'évaluation des catastrophes sont autant de points essentiels à développer dans les années à venir pour limiter les impacts humains et financiers de tels désastres.

Depuis 2000, l'Université de Liège et la Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux organisent un diplôme d'études spécialisées (DES) en gestion des risques naturels, totalisant 600 heures d'enseignement et de travaux pratiques. Cette formation multidisciplinaire de douze mois dispose du soutien du Conseil Inter Universitaire de la Communauté française de Belgique (CIUF). Celui-ci octroie douze de bourses d'études par an à des ressortissants des pays en voie de développement.

Lors des quatre premières années, le DES en Gestion des Risques Naturels a diplômé 43 ressortissants des pays du Sud et 8 européens. La seule année académique 2004-2005 devrait voir 20 nouveaux diplômés, dont 15 personnes en provenance d'Afrique et des Caraïbes et 5 français et belges. Ce chiffre imposant montre l'intérêt croissant porté à ce cours.

Contexte

Par catastrophes naturelles, on entend les sinistres provoqués par les forces de la nature. Ces catastrophes sont très diverses tant par leur étendue géographique que par leur échelle de temps. Les grandes catastrophes naturelles de ces dix dernières années ont provoqué des pertes économiques estimées à près de 600 milliards de US\$ et des pertes couvertes par les assurances de l'ordre de 100 milliards de US\$. D'autres catastrophes moins importantes ont fait doubler au moins le montant de ces pertes. Par rapport aux années cinquante, les pertes économiques ont été multipliées par sept et les pertes couvertes par les assurances par 16. Avant 1988, un seul sinistre avait coûté plus de 2 milliards de US\$ au secteur des assurances. Depuis, ce montant a été atteint pour 27 sinistres dont 6 se sont produits en 2004.

Au cours des trente dernières années, les catastrophes naturelles ont coûté la vie à plus de trois millions de personnes et laissé plus d'un milliard d'individus malades ou sans abri, dont 95% dans les pays en voie de développement.

Ceci fait dire à plusieurs spécialistes que tant les catastrophes naturelles que la dégradation croissante de l'environnement au niveau mondial sont des menaces sérieuses pour le développement. En effet, la part du PIB perdu est 20 fois plus importante dans les pays en développement que dans les pays industrialisés.

Sur le plan économique, les interconnexions qui se développent rapidement ont exacerbé la transmission de la vulnérabilité aux catastrophes. Lors d'une catastrophe naturelle, on estime que le nombre de personnes touchées est approximativement 1000 fois supérieur à celui des personnes tuées. Les pertes peuvent se propager sur les marchés financiers par des fuites de capitaux, des dépréciations de monnaies nationales, des dettes accrues, etc. Les pays en développement sont particulièrement sensibles aux caprices des flux de capitaux sur le plan international qui les rendent encore plus vulnérables aux effets bouleversants des catastrophes naturelles. La croissance économique d'un pays ou d'une région repose notamment sur l'investissement, sur une bonne gestion et sur la stabilité sociale et, malheureusement, les catastrophes naturelles provoquent exactement l'inverse. La perte de capital (naturel ou créé par l'homme) provoque subitement un désinvestissement. De plus, les activités de secours consécutives aux catastrophes accroissent fortement la charge financière et administrative des gouvernements. Enfin, les catastrophes sont très souvent déstabilisantes sur le plan social. Ainsi, le fait d'être à la fois à proximité d'un phénomène naturel extrême et au bas de l'échelle économique ou sociale aura des conséquences dramatiques sur les populations.

Actuellement, les risques de décès dus à des catastrophes naturelles par million d'habitants sont 12 fois plus élevés dans les pays en développement qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

D'après les chiffres, les perspectives sont sombres. D'ici l'an 2025, 80% de la population mondiale résidera dans les pays en développement et, d'après les estimations, pas moins de 60% de cette population sera extrêmement vulnérable aux inondations, tempêtes violentes, tremblements de terre, etc.

Tous ces chiffres peuvent donner l'impression que les épisodes destructeurs se multiplient. Il est cependant plus probable que le monde soit devenu plus vulnérable. Dans les pays en développement, la densité démographique des zones sinistrées où l'urbanisation croissante est souvent exacerbée par la fragilité des infrastructures matérielles et les effets des modifications de l'environnement, peut être à l'origine du problème. Cette vulnérabilité apparaît clairement quand on pense à la facilité avec laquelle les systèmes de communication peuvent être paralysés, à la manière dont les codes de la construction et les mesures de sécurité peuvent être négligés, à l'insuffisance des programmes d'information et d'éducation du public et à l'inconsistance des plans d'urgence conçus pour assurer la survie en cas de catastrophe. Ainsi, l'incapacité de lutter contre la dégradation

■ Dr. Pierre OZER

Département des Sciences
et Gestion de l'Environnement
Université de Liège
pozer@ulg.ac.be



Promotion 2004-2005 du DES en Gestion des Risques Naturels lors d'une mission d'études en Sardaigne.

de l'environnement résultant de l'intervention humaine accroît la vulnérabilité aux risques qui découlent des catastrophes naturelles. Jakarta, Manille et Rio de Janeiro sont des exemples typiques de villes dont le développement incontrôlé, ajouté à la déforestation et au déversement des déchets dans les fleuves et canaux, ont accru le ruissellement et provoqué de graves inondations.

Objectifs du cours

De nombreux pays en développement sont caractérisés par un milieu naturel particulièrement fragile qui risque de se dégrader rapidement et de façon dramatique. La pression démographique y constitue un facteur de dégradation important ; elle est également à l'origine d'une occupation de plus en plus importante de zones à risques (zones inondables, volcaniques,...).

Dans les pays en développement, les risques liés à la sécurité alimentaire sont perçus comme les plus immédiats. Par exemple, le risque de sécheresse en région sahélienne, l'infestation par des sautériaux ou d'autres parasites dans une campagne culturale ou encore le risque d'érosion et de désertification suite aux activités humaines ou aux changements des conditions climatiques. Les connaissances fondamentales sur les processus à risque peuvent amener à la mise en place d'actions préventives, de méthodes de gestion ou d'aménagements qui permettront souvent de mener localement une lutte efficace.

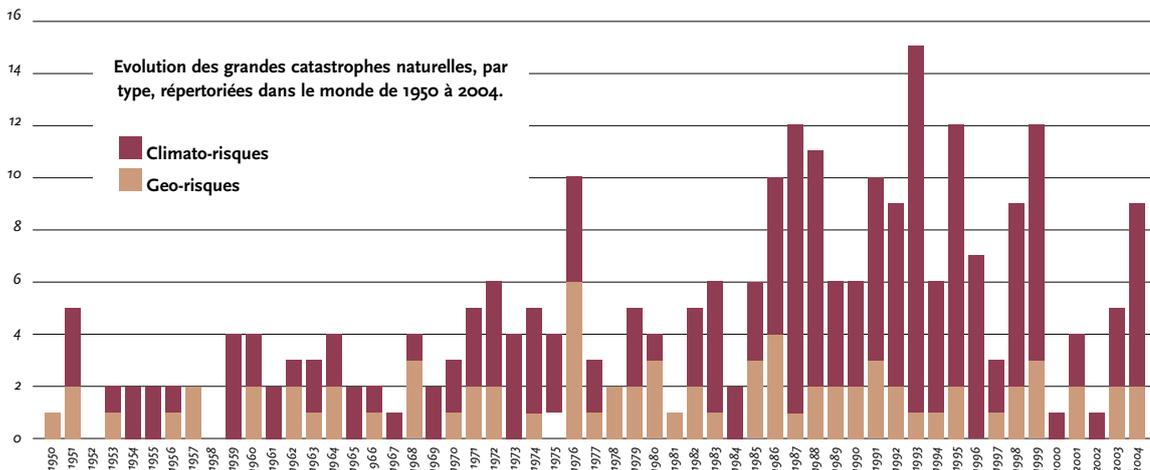
Les risques naturels majeurs (inondations, sécheresses exceptionnelles, tremblements de terre, éruptions volcaniques, ouragans, etc.) nécessitent la mise en œuvre de modes de gestion particuliers.

Le cours vise à former des responsables capables de participer, à tous les niveaux de la prise de décision, à une meilleure intégration de la gestion des risques naturels dans les stratégies et projets de développement.

Les risques naturels pris en considération sont les géo- et climato-risques (générateurs potentiels de catastrophes naturelles). Les effets d'amplification que les activités humaines peuvent exercer sur ces risques sont également étudiés (érosion, désertification, famines,...)

Ce cours vise plus particulièrement à :

- Situer la gestion des risques naturels dans une perspective de développement durable et donc à donner aux participants une capacité d'approche globale et systémique de la problématique de la gestion des ressources naturelles et à mettre en évidence les indispensables apports des différentes disciplines sollicitées ;
- Identifier et étudier les processus naturels générateurs de risques, leurs impacts, les risques y afférents ; compte tenu du public cible et de l'importance économique de l'agriculture dans les pays en développement, une attention particulière est portée aux activités agricoles ;
- Former les participants aux méthodes d'analyse des risques : collecte et traitement de l'information, modélisation, analyse économique, analyse du domaine d'acceptabilité, analyse multicritères, etc. ;
- Former les participants aux méthodes de gestion des risques : mitigation, prévention, limitation des impacts, gestion des situations de crise ;
- Permettre aux participants d'acquérir les compétences nécessaires pour rendre opérationnelles les connaissances acquises en favorisant l'approche par études de cas et résolution de problèmes.



Site de la CUD:
http://cud.ciuf.be/bc_risk_natural.htm

Programme des cours :
<http://www.ulg.ac.be/aacad/prog-cours/sciences/FSCDESIUGesRis.html>

La Commission universitaire pour le Développement (CUD) est une Commission permanente du Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique (CIUF). Le CIUF est un organisme d'intérêt public (Décret de la Communauté française de Belgique du 3 avril 1980, remplacé par le Décret du 9 janvier 2003) regroupant l'ensemble des 9 universités et facultés universitaires de la Communauté française de Belgique. Il a pour missions principales de :

- remettre des avis sur toute matière relative à l'enseignement universitaire;
- d'organiser la concertation entre les institutions universitaires ainsi que vis-à-vis des étudiants et des autres institutions d'enseignement supérieur;
- promouvoir les collaborations interuniversitaires et interfacultaires;
- assurer la représentation des institutions de l'enseignement universitaire de la Communauté française au sein de diverses instances nationales ou internationales.

Pour en savoir plus :
www.ciuf.cfwb.be

Échosud

Cette publication trimestrielle est gratuite. Si vous souhaitez continuer à recevoir les numéros suivants, il vous suffit de nous écrire auprès de Hassna SAIFI :
saifi.cud@skynet.be

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier du Ministre de la Coopération au Développement du Royaume de Belgique et de la Direction générale de Coopération au Développement du Service public fédéral des Affaires étrangères du Royaume de Belgique.



Éditeur responsable :

Monique GOYENS

Rédaction :

Cécile NUYT

nuyt.cud@skynet.be

Commission universitaire pour

le Développement,

72-74, rue de Namur

B-1000 Bruxelles

Graphisme : Mandragore

ISSN 1780-1605

Échosud est imprimé sur du papier non chloré.

© CUD, 2005

Prix de la coopération au développement



Lauréats du prix de la coopération au développement 2005 lors de la remise des prix le vendredi 27 mai, en présence du Ministre de la coopération au développement, A. De Decker et C. Gryseels, directeur du musée royal d'Afrique Centrale.

Présentation

Le prix de la Coopération au Développement fut instauré en 1998 sur l'initiative de Réginald Moreels, Secrétaire d'Etat à l'époque, dans le cadre d'une politique de sensibilisation à la solidarité internationale.

Le but de ce prix d'encouragement est d'inviter des jeunes du Nord et du Sud à s'intéresser, à un moment crucial de leur vie, à la coopération internationale et de continuer à s'y engager après la fin de leurs études. Le prix s'adresse à des étudiants et à des jeunes chercheurs. Ils peuvent concourir pour un prix sur base d'une thèse de fin d'études du niveau licence ou postgraduat (2ème ou 3ème cycle), ou sur base d'une thèse de doctorat ou d'une publication. Seuls les travaux ayant une pertinence au développement suffisante sont retenus : le travail doit fortement contribuer à la connaissance en vue d'en faire bénéficier le développement durable dans le Sud. La participation est ouverte tant aux belges (ou personnes ayant droit à un séjour illimité en Belgique) qu'aux ressortissants du Sud (les 'pays en voie de développement' tels que déterminés par l'OCDE).

Le Prix de la Coopération au développement est financé par la Coopération au Développement belge.

L'organisation du prix est confiée au Musée royal de l'Afrique centrale dans le cadre d'une convention avec la DGCD (Direction Générale de la Coopération au Développement), qui finance différentes activités du Musée royal de l'Afrique centrale en matière de coopération au développement.

Le jury se compose (e.a.) de représentants des universités belges et de la Coopération au Développement belge. On fait également appel à des experts externes pour le jugement des travaux introduits.

Cette année, deux "boursiers de voyage" de la CUD ont été primés :

Olivier ANGÉ, pour son mémoire de licence en sociologie et anthropologie, Université Libre de Bruxelles, 2003 : "Entre formel et informel : le développement du troc urbain en économie de crise. Cas de La Red Global de Trueque"

Pascaline DELLA FAILLE DE LEVERGHEM, pour son mémoire de maîtrise en sciences économiques, Facultés Notre Dame de la Paix, Namur, 2004 : "Evolution de la pauvreté et impact de l'aide d'urgence suite à l'ouragan Mitch au Nicaragua".